



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 31 à 33 – 29 juillet au 19 août 2022

### Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : La reprise des grands projets d'investissement se confirme au S1
- **Afrique du Sud** : Les productions minière et manufacturière reculent à nouveau en juin
- **Botswana** : Le FMI publie son rapport d'analyse dit « Article IV »
- **Namibie** : La Banque centrale met à jour ses prévisions économiques
- **Zambie** : Les créanciers du G20 donnent leur garantie sur la restructuration de la dette
- **Zimbabwe** : Le Ministre des Finances présente le budget de mi-parcours

### Zoom sur... les négociations salariales pour la fonction publique en AdS

Les discussions sur la hausse des salaires de la fonction publique ont atteint un nouveau point de blocage vendredi 12 août, à l'issue d'une réunion du *Public Service Co-ordinating Bargaining Council – PSCBC*, organe en charge des négociations salariales pour les fonctionnaires. Le gouvernement a rehaussé son offre, proposant une augmentation de 3% des salaires sur l'exercice 2022-2023 (contre +1,5% initialement), accompagnée d'une prime exceptionnelle de 1000 ZAR (environ 60 EUR) après impôts. En contrepartie, il a proposé plusieurs initiatives pour limiter la progression de la masse salariale dont des demandes de retraites anticipées sans pénalités pour les fonctionnaires âgés de 60 à 64 ans. Les syndicats ont jugé cette offre insuffisante, notamment au vu du contexte élevé de l'inflation dans le pays - qui devrait atteindre 6,5% sur l'année 2022 selon la SARB. Ils réclament une augmentation des salaires d'environ +7,5%, avec une prime exceptionnelle de 800 ZAR (une demande révisée à la baisse par rapport à celle de fin mai 2022 qui tablait sur près de +10%). A noter que, début juillet, les salariés de l'électricien public Eskom se sont vus accordés une hausse de salaires de +7% pour l'exercice à venir. Dans un communiqué, l'un des principaux syndicats des fonctionnaires (*Public Servant Association*) a indiqué que si le gouvernement campait sur sa position, il pourrait lancer un mouvement de grève dans les semaines à venir.

Pour rappel, l'effort demandé à la fonction publique constitue la plus grande part de l'ajustement que souhaite réaliser le gouvernement pour remettre les finances publiques sur un chemin plus soutenable, alors que la masse salariale de la fonction publique devrait représenter près de 665 Mds ZAR (39 Mds EUR) de dépenses sur l'exercice en cours, soit plus du tiers du budget total.

## Afrique du Sud

### La reprise des grands projets d'investissement se confirme au premier semestre (Nedbank)

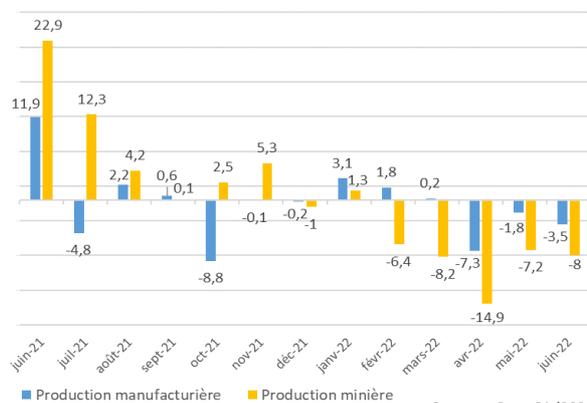
Selon la revue semestrielle de la banque commerciale sud-africaine Nedbank, le nombre de projets d'investissements majeurs (supérieurs à 20 M ZAR soit 1 M EUR) a fortement progressé au premier semestre 2022 comparativement à la même période l'année précédente. Ainsi, des projets majeurs d'un montant de 134 Mds ZAR (8 Mds EUR) ont été identifiés par Nedbank, contre 117 Mds ZAR (7 Mds EUR) au premier semestre 2021. Cette bonne performance (+14%) traduit la forte progression des investissements du secteur privé (+72% à 115 Mds ZAR). A noter, à l'inverse, une nette contraction pour le secteur public (-63% à 18 Mds ZAR) – en lien notamment avec la chute des plans d'investissement des grandes entreprises publiques. Lorsque l'on s'intéresse au type de projet, ils concernent en grande majorité le développement des infrastructures, notamment dans les secteurs de l'énergie, du gaz et de l'eau (près de 60% du total). Selon les prévisions de la banque, les projets majeurs devraient atteindre 267 Mds ZAR sur l'ensemble de l'année 2022, en hausse de près de 4% sur un an. Il convient toutefois de rappeler que ces bons chiffres arrivent dans un contexte particulièrement morose : le taux d'investissement a continué de reculer en 2021 pour atteindre un point bas historique de 13% du PIB – contre 13,8% en 2020, 15,4% en 2019 et près de 20% au début des années 2010.

### Les productions minières et manufacturière reculent à nouveau au mois de juin (StatsSA)

Selon StatsSA, la production minière a chuté de près de 7,2% au mois de juin, comparativement à la même période l'an passé, après près de -8% au mois d'avril. Il s'agit du cinquième mois consécutif de contraction de l'indicateur. Cette mauvaise performance s'explique en particulier par de nouveaux mouvements sociaux chez l'un des principaux producteurs d'or du pays et par le niveau record de délestages électriques. Les

métaux et minerais qui ont le plus contribué à la baisse sont l'or (-11,7% soit une contribution négative de 1,7 point), le charbon (-5,7% soit -1,5 point) et le manganèse (-12,9 % soit -1 point). A noter, à l'inverse, les très bonnes performances de la production de diamants (+32,4% soit une contribution positive de 1 point). En parallèle, la production manufacturière a diminué de 3,5%, après -1,8% en mai. Les tendances observées le mois précédent se confirment avec des baisses importantes d'activité pour l'industrie automobile (-17% soit -1,8 point – mise à l'arrêt prolongée de plusieurs usines dans la région de Durban suite aux inondations exceptionnelles du mois d'avril), l'agroalimentaire (-3,8% soit -0,8 point) et la sidérurgie (-2,9% soit -0,6 point). Seule l'industrie pétrolière et chimique enregistre une croissance significative de sa production sur la période (+2% soit une contribution positive de 0,4 point) – bénéficiant des prix élevés du pétrole sur les marchés internationaux.

Evolution des productions minière et manufacturière en % (glissement annuel)



Sources : Stats SA (2022)

### La Banque centrale présente son rapport annuel (SARB)

Le 17 août, le gouverneur de la South African Reserve Bank (SARB), Lesetja Kganyago a présenté le rapport annuel de l'institution monétaire devant le Parlement. Il a notamment évoqué les dernières prévisions macroéconomiques de l'institution monétaire. D'après celles-ci, l'inflation devrait atteindre un pic dans les mois à venir (pour rappel, le taux d'inflation sur un an atteint 7,4% au mois de

juillet, un point haut depuis mai 2009) avec un retour de l'indicateur dans la fourchette cible de la SARB (3 à 6%) progressif, estimé à l'horizon fin 2023. Dans ce contexte, M.Kganyago a évoqué de probables nouveaux durcissements de la politique monétaire dans les mois à venir – pour rappel, la SARB a déjà rehaussé à quatre reprises son taux directeur depuis fin 2021 (soit +2 points au total à 5,5%). Ainsi, la Banque centrale devrait affirmer sa stratégie, malgré un ralentissement de la croissance attendue – contraction du PIB estimé à -1,2% au second trimestre 2022, en lien avec l'impact des délestages électriques (estimé à -0,9 point de PIB) et des inondations dans la région de Durban.

## Botswana

### Le FMI publie son rapport d'analyse dit « Article IV » (FMI)

Le 11 février, le FMI a publié le rapport de sa mission annuelle d'analyse dit Article IV. Il rappelle que l'économie botswanaise a très nettement rebondi en 2021 (progression du PIB de 11,4% – après une contraction de 8,7% en 2020) et fait ainsi partie des rares pays du continent à avoir dépassé ses niveaux pré-crise – en lien avec un fort rebond de la demande globale de diamants, une gestion macroéconomique prudente cumulée à un plan de relance ambitieux et la mise en place d'une campagne de vaccination efficace. La croissance devrait ralentir pour atteindre 4,3% en 2022, un niveau toutefois supérieur à ceux enregistrés avant crise – en lien avec les prix élevés des diamants et le rebond progressif du secteur du tourisme, suivant la levée des restrictions sanitaires. La situation sociale reste cependant durablement dégradée avec un niveau de chômage record (26% de la population active fin 2021 soit +1,5 point par rapport à 2019) et un taux de pauvreté (seuil de 1,9 USD par jour) supérieur à 13%. Par ailleurs, le Fonds insiste sur la nécessité **i)** de concrétiser la mise en place des mesures de diversification de l'économie évoquées de longue date afin de renforcer la résilience de l'économie et **ii)** de poursuivre la consolidation budgétaire.

## Namibie

### La Banque centrale rehausse son taux directeur de 0,75 point (BoN).

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Namibia – BoN*), qui s'est réuni le 16 août, a décidé de rehausser son taux directeur de 0,75 point à 5,5 points. Cette décision fait suite à celle de la banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank*) à la fin du mois de juillet (également +0,75 point à 5,5%) – les marges de manœuvre de la BoN étant très réduites, compte tenu de son objectif de maintenir une parité fixe avec le rand dans le cadre de la zone monétaire commune (*Common Monetary Area*). L'institution monétaire continue donc de durcir sa politique monétaire (quatre hausses successives depuis fin 2021 soit +1,5 point au total) dans un contexte d'accélération des pressions inflationnistes - le taux d'inflation sur un an a ainsi atteint 6,8% au mois de juillet, dépassant la fourchette cible de la BoN (3 à 6%). A noter, par ailleurs, que la Banque centrale a rehaussé ses prévisions de croissance (+3,2% sur l'année 2022 contre 3% préalablement anticipé – en lien avec une plus nette reprise du secteur minier attendue, portée notamment par les hausses de productions d'or et de diamants).

## Zambie

### Les créanciers du G20 donnent leur garantie sur la restructuration de la dette (Club de Paris)

Dans un communiqué, publié le 30 juillet, les créanciers souverains du G20 (réunis au sein du Club de Paris) se sont engagés à négocier une restructuration de la dette zambienne au titre du « Cadre commun », suivant une deuxième réunion tenue le 18 juillet, sous la co-présidence de la Chine et de la France. Les modalités exactes du retraitement seront détaillées dans un protocole d'accord qui devrait être finalisé d'ici la fin de l'année 2022. Par ailleurs, les créanciers ont appelé les banques multilatérales de développement à « maximiser » leur soutien à l'économie face aux besoins urgents du pays.

Cette garantie des principaux créanciers officiels ouvre ainsi la voie à une adoption du programme de financement du FMI (Facilité Elargie de Crédit de 1,3 Md USD) qui devrait être présenté fin août devant le conseil d'administration de l'IFI – pour rappel, un accord de principe avait déjà été trouvé fin 2021 (*staff agreement*), mais il nécessitait des garanties suffisantes sur la soutenabilité de la dette. Les autorités zambiennes se sont félicitées de la décision, tout en réaffirmant leur engagement dans la mise en place des réformes économiques structurelles et dans la négociation auprès des créanciers privés. A noter également que l'ambassadeur de Chine en Zambie, Du Xiaohui, a invité le 4 août les créanciers privés chinois à discuter les termes d'une restructuration de leurs créances suivant les mêmes termes que ceux négociés par les créanciers officiels.

### Le Ministère des finances publie sa stratégie budgétaire de moyen terme (MoF)

Le ministère des Finances a présenté sa stratégie budgétaire pour la période 2023-2025 (*Medium Term Budget Plan*). Le document fixe plusieurs cibles macroéconomiques chiffrées, notamment une croissance moyenne annuelle de 4,2% sur la période, le maintien de l'inflation sous la barre des 10% et la hausse des revenus publics à 22,8% du PIB à l'horizon 2025. Sur le plan budgétaire, il mise à la fois sur une meilleure mobilisation des revenus (automatisation de la collecte, simplification du système fiscal, capacités renforcées de l'administration fiscale, etc.) cumulée à une rationalisation des dépenses

(arrêts des subventions aux carburants, réorientation des programmes d'aide au secteur agricole, baisse de la masse salariale de la fonction publique, etc.).

## Zimbabwe

### Le Ministre des Finances présente le budget de mi-parcours (MoF)

Le 28 juillet, le ministre des Finances, Mthuli Ncube, a présenté devant le parlement le budget de mi-parcours pour l'exercice 2022/2023. Tout d'abord, le ministère des Finances a revu à la baisse ses prévisions de croissance de 1,1 point, pour atteindre 4,6% - en lien notamment avec la très nette dégradation du cadre macroéconomique dans le pays depuis la mi-avril (dérapage incontrôlé de l'inflation et de la monnaie : pour rappel, le taux d'inflation sur un an a ainsi atteint 256% au mois de juillet, après 191% au mois de juin). A noter également, dans une moindre mesure, les difficultés du secteur agricole qui devrait se contracter de 5% en 2022 – en lien avec l'impact des conditions météorologiques défavorables sur les récoltes. Sur le plan budgétaire, la situation semble relativement stable : sur le premier semestre, les revenus ont largement dépassé les attentes (près de +40% par rapport au budget initial). Les dépenses publiques ont aussi été plus élevées qu'attendues, mais dans une moindre mesure (+24%) - portées notamment par la hausse des dépenses sociales et de la masse salariale de la fonction publique. Le gouvernement table toujours sur un déficit de 1,5% du PIB.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)